

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1549 - 20 décembre 1990 - 11 F

D 1549 EL SALVADOR: CHRONOLOGIE DE L'AFFAIRE DES JÉSUITES

La phase d'instruction judiciaire du procès des militaires inculpés pour l'assassinat de six jésuites et de deux femmes le 16 novembre 1989 (cf. DIAL 1486 et 1538) est pratiquement terminée. Il ressort de cette étape décisive: 1) qu'il y a réellement eu un complot au niveau d'officiers supérieurs de l'armée pour la suppression physique d'au moins deux jésuites (les PP. Ellacuría et Martín Baró); 2) que la justice salvadorienne a été dans l'incapacité de remonter au niveau des instigateurs du massacre. Il n'y a plus qu'à attendre maintenant le jugement des accusés (liste dans DIAL 1495) et -qui sait? - des révélations à rebondissements.

Ci-dessous, résumé chronologique et détaillé de l'affaire (texte de la revue *Envío* de novembre 1990).

Note DIAL

CHRONOLOGIE DE L'AFFAIRE DES JÉSUITES

(liste des principaux noms, cf. dernière page)

Novembre 1989

11 - A 8 H du soir le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) lance sur San Salvador et sur d'autres villes la plus puissante de toutes ses offensives militaires au cours des dix années de guerre. Quelques heures plus tard, toutes les radios du pays sont mises en relais sur la station de l'armée Radio Cuscatlán. Des menaces de mort sont proférées sur la chaîne nationale à l'encontre de dirigeants politiques et religieux, en particulier "Ellacuría et les subversifs de l'Université centro-américaine". Le vice-président de la République Merino en personne accuse à la radio le Père Ellacuría d'"avoir empoisonné les esprits de la jeunesse salvadorienne" par l'Université centro-américaine (UCA) et le Collège d'externat.

13 - Le Père Ellacuría arrive à San Salvador en provenance d'Espagne. Une heure après son arrivée, à 18 H 30, un commando du bataillon Atlacatl perquisitionne la résidence des jésuites de l'UCA (1). Ils inspectent tout, prennent l'identité de plusieurs prêtres mais ne réquisitionnent rien.

16 - A 6 H 30, à la fin du couvre-feu, M. Obdulio, mari de Julia Elba et père de Celina, découvre les cadavres des deux femmes et ceux des six prêtres. Après s'être approché depuis sa loge de gardien jusqu'à la maison des jésuites - "étonné de n'avoir pas vu revenir ma femme et ma fille, j'ai pensé qu'elles avaient dormi là-bas" - il se précipite à la maison voisine du provincial des jésuites pour donner l'alarme.

Le Centre pastoral Monseigneur Romero, attenant à la maison des jésuites, est dévasté. Les ordinateurs et les archives brûlent jusqu'à 8 H après avoir été incendiés avec un liquide inflammable. Sur le portail de l'UCA, une pancarte écrite à la main porte l'inscription: "Le FMLN a exécuté des mouchards. Vaincre ou mourir. FMLN" (2).

(1) Le colonel Ponce, chef d'état-major, déclare au juge d'instruction avoir signé l'autorisation de perquisition à 20 H 50, c'est-à-dire après la perquisition, à titre de correction d'une irrégularité notoire (NdT). (2) Deux communiqués contradictoires de l'armée font état de deux opérations du FMLN contre l'Université à 0 H 30. Tout porte à croire qu'ils ont été rédigés par antériorité, étant donné que le massacre a eu lieu à 1 H 30 (NdT).

Peu avant 7 H du matin, les médias nationaux et internationaux diffusent l'information. En quelques minutes la nouvelle fait le tour du monde. Aussitôt le réseau radio national de l'armée attribue au FMLN la responsabilité du crime. Mgr Rivera, archevêque de San Salvador, déclare immédiatement pour sa part: "Ce sont les mêmes qui ont assassiné Mgr Romero et pour lesquels 70.000 morts ne suffisent pas."

Dans la matinée, des membres de l'Unité d'investigation (UEI), organisme constitué de militaires et faisant partie de la Commission d'enquête d'actes délictueux de la justice arrivent sur les lieux pour recueillir des indices. Dans l'après-midi, Mgr Rivera et Mgr Rosa Chávez entendent crier par haut-parleur depuis un véhicule militaire: "Nous continuerons de tuer des communistes. Ellacuría et Martín Baró ont déjà été abattus. Rendez vous! Nous sommes de la 1ère Brigade." (La 1ère Brigade est sous le commandement du colonel Elena Fuentes.)

Le provincial des jésuites, le P. José Maria Tojeira, publie un communiqué qui déclare: "La phrase de notre actuel archevêque disant que c'est la même haine qui en a fini avec Mgr Romero et qui a massacré aujourd'hui nos frères, est pour nous d'une évidence absolue. Nous exigeons du gouvernement de la République que l'enquête soit non seulement exhaustive mais aussi immédiate et approfondie. Le fait que la zone dans laquelle le massacre s'est produit ait été fortement militarisée dans les heures précédentes sous couvre-feu, et que l'exécution du massacre ait duré environ une demi-heure, nous oblige à penser qu'il est impossible qu'il n'y ait pas suffisamment de traces pour parvenir à élucider rapidement ce massacre."

17 - Le président Cristiani déclare: "Nous nous sommes engagés à enquêter à fond sur le cas et à châtier les coupables, quels qu'ils soient. Nous allons pourchasser ce groupe d'assassins pour que tombe sur lui tout le poids de la loi."

19 - Mgr Rivera déclare dans son homélie dominicale: "Les assassins appartiennent aux forces armées ou à des groupes proches d'elles."

20 - Un témoin déclare avoir vu, depuis une maison voisine, des gens en uniforme militaire la nuit du crime: Lucia Barrera de Cerna, employée chez les jésuites, rapporte ce qu'elle a vu à Maria Julia Hernández, directrice de l'organisme de l'archevêché Tutelle légale. Elle demande ensuite l'asile à l'ambassade d'Espagne.

23 - Après avoir témoigné dans le même sens devant les autorités judiciaires salvadoriennes, et sur sa volonté expresse, Lucia Cerna part pour Miami. Elle est accompagnée d'agents du FBI. L'ambassade nord-américaine à San Salvador s'était engagée à la remettre à Miami entre les mains de prêtres jésuites qui l'attendaient. Mais à son arrivée à Miami, Lucia Cerna sera remise à des policiers nord-américains qui la maintiendront pratiquement au secret pendant huit jours, sous prétexte de veiller à sa sécurité. Pendant tous ces jours, elle sera interrogée de façon continuelle par des agents nord-américains, en présence du lieutenant-colonel Rivas Mejia, chef de l'Unité spéciale d'investigation (UEI) salvadorienne. Elle sera soumise à six reprises au détecteur de mensonges et menacée d'être reconduite en El Salvador, ainsi qu'elle le rapportera ensuite. Elle sera de la sorte forcée de rétracter ses premières déclarations. La pression des jésuites des Etats-Unis permettra de la faire remettre en liberté.

28 - La Tutelle légale de l'archevêché publie un rapport officiel concluant que, de par les caractéristiques de l'opération quant au lieu, à l'heure et au déroulement des faits - zone fortement militarisée, couvre-feu et quantité de balles tirées (3) - "les responsables en ont été des éléments de l'armée comme tels". Les jésuites ont qualifié ensuite ce rapport d'"excellent".

- A une date non précisée, et en des moments où beaucoup de gens exprimaient financièrement leur solidarité avec l'UCA, l'ambassade nord-américaine à San Salvador offre à la Compagnie de Jésus une aide de 1000 dollars. Il était demandé aux jésuites de se

(3) Plus de 30 balles pour les assassinats proprement dits, plus de 250 coups de feu en tout, une explosion de grenade à main, deux explosions de grenade à fusil, un rocket Low, deux feux de bengale qui éclairèrent jusqu'à la Tour Démocratie, immeuble le plus haut de San Salvador... (NdT).

présenter personnellement à l'ambassade pour retirer cette aide. Les jésuites ne recueillent pas ce don.

Décembre 1989

1 - D'après "The New York Times", le chef du Commandement sud à Panama, Maxwell Thurnan, vient en El Salvador pour une réunion avec le haut commandement de l'armée salvadorienne, réunion au cours de laquelle il insiste sur la nécessité d'une enquête approfondie.

4 - Des fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis se réunissent avec Roberto d'Aubuisson (4) pour discuter de son éventuelle responsabilité dans ce crime. D'Aubuisson nie toute participation et accepte de se soumettre au détecteur de mensonges.

6 - Le président de la Chambre des représentants des Etats-Unis nomme une commission spéciale de 19 représentants démocrates, présidée par Joe Moakley, pour suivre l'affaire des jésuites.

Le chef d'état-major, le colonel Ponce, nie tout lien entre les assassins et les forces armées "*comme institution*".

7 - Le procureur général, Mauricio Colorado, accuse l'Eglise de "*bloquer l'enquête*". Le lendemain Mgr Rivera déclare que le procureur "*semble vouloir défendre les accusés du crime*".

8 - Le président Cristiani déclare à la presse que les assassinats "*sont un élément d'une volonté de discrédit du gouvernement et des forces armées*". Il promet une récompense de 250.000 dollars à toute personne "*ayant consciemment ou contre sa volonté participé au crime et le faisant savoir*", avec la garantie d'échapper ainsi au châtement et de trouver refuge et sécurité avec sa famille dans un autre pays.

10 - Mgr Rivera accuse l'ambassade des Etats-Unis de n'avoir pas accordé au témoin Lucia Cerna la protection préalablement promise. Le président de l'Association des collègues et universités jésuites aux Etats-Unis écrit à James Baker pour se plaindre du comportement de l'ambassade nord-américaine en El Salvador en raison de "*ses efforts pour discréditer le témoignage*" de Lucia Cerna. Jusqu'à présent son témoignage est le seul à apporter des preuves concrètes contre les militaires.

11 - Ce qui est arrivé à Lucia Cerna à Miami est rapporté en détail dans la presse écrite d'El Salvador et des Etats-Unis. Le provincial des jésuites déclare que Lucia "*a été soumise à une torture psychologique*".

Selon une note d'information de l'ambassade des Etats-Unis, l'Unité spéciale d'investigation (UEI) a identifié l'unité de l'armée qui a procédé à la perquisition dans l'UCA le 13 novembre. Cette note confirme qu'il s'agit d'une unité du Bataillon de riposte immédiate Atlacatl.

12 - Le vice-ministre de la sécurité, le colonel Montano, affirme devant des médias nationaux que le FMLN est le responsable du crime: "*Le 16 novembre ils se savaient vaincus et c'est pourquoi ils ont fait ça.*" Il accuse aussi les évêques de "*sympathiser avec la gauche terroriste*". (Le 4 juillet, le colonel Montano avait lancé des accusations de terrorisme contre l'UCA et, le 21 août, contre le P.Ellacurfa.)

12 - La Compagnie de Jésus en El Salvador publie un document dans lequel elle déclare être "*très peu informée du déroulement de l'enquête de la part de ceux qui la mènent*". (A ce moment il s'agissait des militaires de l'UEI.) Le document dénonce également le traitement qu'a subi Lucia Cerna de la part des autorités nord-américaines. Les jésuites qualifient d'"abusives, injustes et sans fondement" les méthodes d'enquête auxquelles le témoin a été soumis à Miami; ils expliquent ses contradictions par "*la situation d'épuisement, de nervosité et d'insécurité*" à laquelle l'ont conduit des interrogatoires "*qui auraient été considérés comme délictueux s'il s'était agi d'une Nord-Américaine, même suspectée de crime*".

[4] Fondateur de l'ARENA, dont le nom a toujours été mêlé publiquement à l'assassinat de Mgr Romero (NDT).

14 - Le procureur Colorado déclare qu'il va demander à la conférence épiscopale de faire une enquête sur les évêques et sur Maria Julia Hernandez "pour obstruction à la justice".

- En une quinzaine de jours, le gouvernement salvadorien envoie à l'extérieur sept délégations officielles qui affirment dans seize pays que c'est le FMLN le responsable du crime.

19 - Les militaires qui enquêtent sur l'affaire entrent pour la première fois en contact avec le provincial des jésuites pour l'informer du déroulement de l'enquête.

28 - Le procureur Colorado disqualifie une nouvelle fois Mgr Rivera et Maria Julia Hernández: "Ce ne sont pas des inspecteurs de police", déclare-t-il.

30 - Le commandant de l'armée de l'air, le général Bustillo, affirme devant la presse que Mgr Rivera et Mgr Rosa Chávez "jouent le rôle d'idiots utiles du FMLN".

- En fin décembre, mais on ne l'apprendra qu'en avril suivant, l'Unité spéciale d'investigation (UEI) a réalisé 385 expertises balistiques et 385 expertises d'empreintes digitales auprès de militaires qui se trouvaient dans le secteur de l'UCA la nuit du crime; elle a enregistré 86 déclarations sous serment de militaires. Rien de cela n'est connu en El Salvador.

Janvier 1990

2 - Ce jour-là - d'après ce qu'on pourra reconstituer en détail plus tard, car la chose reste ignorée jusqu'en juin en El Salvador - le major Erik Buckland, du groupe des conseillers nord-américains en El Salvador, fait savoir à son supérieur le colonel William Hunter que, le 20 décembre, il a reçu de son ami le colonel Avilés l'information selon laquelle le colonel Guillermo Benavides, directeur de l'Ecole militaire, s'était dès le début présenté personnellement au lieutenant-colonel Rivas, chef des enquêtes à l'UEI, pour lui avouer sa participation au crime et lui demander de l'aide. L'information transmise par Buckland à Hunter a été immédiatement connue de l'ambassade des Etats-Unis à San Salvador et du haut commandement salvadorien. (Tout semble indiquer que le lieutenant-colonel Rivas - celui qui a mené l'interrogatoire de Lucia Cerna à Miami - était disposé à couvrir le colonel Benavides.) Les confidences de Buckland accélèrent soudain les événements.

L'ambassadeur nord-américain en El Salvador, William Walker, assure aux enquêteurs du Congrès des Etats-Unis présents dans le pays qu' "il n'y a pas d'évidences sur l'implication des militaires" et que les assassins "pourraient avoir été des guérilleros revêtus d'uniformes de l'armée".

2 - Le major Buckland fait une déclaration sous serment sur ce qu'il a raconté au colonel Hunter. Ce même jour le président Cristiani déclare devant les médias du pays que "la participation du FMLN est désormais écartée".

5 - Le ministre de la défense, le colonel Larios, demande à cinq officiers et à deux civils de faire partie d'une commission d'honneur pour travailler avec l'UEI sur l'affaire des jésuites.

6 - Le major Buckland est démis de sa charge de conseiller et transféré aux Etats-Unis. (En dehors de lui, aucun conseiller nord-américain, militaire ou du renseignement, n'apportera le moindre élément sur l'affaire des jésuites.)

7 - Au cours d'une intervention de quatre minutes sur le réseau des radios et de la télévision, le président Cristiani déclare que le cas a été réglé et que "certains éléments de la force armée" sont impliqués dans le crime. Il mentionne le bataillon Atlacatl, mais il ne donne aucun nom. (C'est le commencement d'une semaine pleine de déclarations générales et ambiguës ne permettant guère de reconstituer le déroulement des faits. Pour de nombreux analystes, la déclaration du major Buckland et le fait que l'ambassade des Etats-Unis "savait déjà" ont précipité les événements.)

8 - Un porte-parole de la Maison-Blanche exprime sa "satisfaction" de l'enquête et déclare que "*Cristiani a fait preuve d'un grand courage*".

9 - Le ministre de l'information Mauricio Sandoval déclare que 115 membres des forces armées et 103 civils ont été jusqu'à présent interrogés par l'UEI. Il ne donne aucun nom d'éventuels inculpés mais il annonce que le cas sera réglé dans les soixante-douze heures.

10- Le président Cristiani déclare à la presse que les troupes du bataillon Atlacatl ne sont pas en état d'arrestation mais simplement "concentrées" pour investigation. Aux Etats-Unis le sénateur Christopher Dodd se plaint: "*Personne ne me donne de noms.*"

11 - Une dépêche de l'agence Reuter mentionne pour la première fois le nom du colonel Benavides. Elle dit de lui qu'il est "sous enquête".

12 - Les soixante-douze heures annoncées s'étant écoulées et après que les journalistes aient attendu toute la journée le ministre Sandoval, celui-ci annonce que ce délai n'est pas à prendre "à la lettre". Il nie qu'il y ait des pressions militaires; il dément aussi les rumeurs de coup d'Etat.

13 - Dans un discours enregistré de quatre minutes et diffusé par le réseau des radios et de la télévision, le président Cristiani donne les noms de neuf militaires qui ont été "*mis à la disposition de la justice*". Il s'agit du colonel Benavides, d'un lieutenant de l'Ecole militaire, d'un autre lieutenant, d'un sous-lieutenant, de deux sergents, d'un caporal et de deux soldats, tous du bataillon Atlacatl. (Le colonel Benavides, 44 ans, ancien chef du renseignement à l'état-major, était le directeur de l'Ecole militaire le jour du crime et, à ce titre, responsable de la zone où se trouve l'UCA. Le colonel Benavides a un passé relativement propre en matière de droits de l'homme et il n'a jamais eu la réputation d'homme de la répression.)

15 - Le juge de la 4e chambre, Ricardo Zamora, est désigné pour suivre l'affaire dans sa nouvelle phase.

Le président du parti ARENA, Calderón Sol, déclare aux médias salvadoriens que si l'on va jusqu'au bout de l'enquête ou aboutira au FMLN. "*Tout évoque une conspiration entre membres de l'armée et membres du FMLN*", dit-il. Le vice-président de la République Merino déclare qu' "*on doit étudier la thèse de la conspiration*".

16 - Deux mois exactement après le crime, huit membres des forces armées comparaissent devant le juge. (Le neuvième des noms cités par Cristiani est celui d'un soldat d'Atlacatl qui a déserté en décembre et qu'on n'a pas localisé.) A l'exception de Benavides - qui aurait donné l'ordre - sept des huit militaires qui ont dirigé ou exécuté les assassinats appartiennent au bataillon Atlacatl, l'élite des bataillons de l'armée salvadorienne. (Le bataillon Atlacatl a été créé en 1981 par des conseillers nord-américains et a toujours été entraîné par des Nord-Américains) (5).

Le juge reçoit la déposition de Benavides qui dure deux heures et vingt minutes. Benavides nie toute responsabilité dans le crime.

Cristiani annonce à la presse que les deux lieutenants inculpés ont fait des déclarations extrajudiciaires devant la police nationale. Tous deux ont désigné Benavides comme celui qui a donné l'ordre d'exécuter le crime.

19 - Après avoir entendu les dépositions des huit inculpés, le juge Zamora fait savoir qu'il existe des preuves suffisantes pour ordonner leur détention provisoire. Avec la mise en détention commence l'étape proprement dite de l'instruction judiciaire.

Le provincial des jésuites souligne que "*tant qu'on ne parviendra pas jusqu'aux instigateurs*", le procès sera "*incomplet*", tout en ajoutant qu'il ne pense pas que le colonel Benavides, vu son passé, ait été cet instigateur.

22 - Les militaires qui sont les avocats de la défense pour les inculpés recourent contre la décision judiciaire de détention provisoire, au prétexte que la loi exige que l'enquête policière soit effectuée dans les soixante-douze heures qui suivent la

(5) Son emblème est constitué d'une tête de mort et d'un éclair (NdT).

mise en état d'arrestation; les prévenus ont été arrêtés le 5 janvier (après les déclarations du major Buckland) et interrogés jusqu'au 13 suivant. La défense exige que les inculpés soient remis en liberté. (Les enquêteurs de l'UEI comme les membres de la Commission d'honneur nieront que ce sont eux qui auraient avancé les noms des neuf militaires qui seront inculpés.)

28 - Au cours de sa première interview après le crime, Roberto d'Aubuisson "regrette" les assassinats et déclare qu'il s'agit d'"une action isolée". Il a ajouté: "Il ne convient pas de poursuivre les investigations dans l'armée."

29 - Le juge Zamora rejette le recours de la défense.

30 - Le dirigeant de Convergence démocratique, Rubén Zamora, déclare que jusqu'à présent la seule culpabilité reconnue par les militaires est celle permettant de garantir que les Etats-Unis ne couperont pas leur aide militaire. "C'est là une offense à la mémoire des jésuites", précise-t-il.

- En janvier, sans date précise mais avant que soient connus les noms des inculpés, plusieurs officiers supérieurs sont démis de leurs fonctions. Le colonel Guzmán Aguilar, qui était le chef du renseignement militaire (DNI) pendant l'offensive du FMLN, et ancien directeur de la police nationale - dont il a été démis pour "excès de répression" - est nommé attaché militaire au Costa Rica. Le colonel Cerna Flores, qui était chef des opérations de l'état-major conjoint des armées pendant l'offensive du FMLN, devient administrateur de l'entreprise d'Etat des communications, ANTEL. (La nuit du crime, selon des informations du Département d'Etat des Etats-Unis, le colonel Benavides avait comme supérieurs immédiats le colonel Cerna Flores et le vice-ministre de la défense Zepeda. D'après le lieutenant Espinoza, qui a dirigé la perquisition à l'UCA, c'est le colonel Cerna Flores qui a donné l'ordre de perquisitionner. Le vice-ministre Zepeda est depuis longtemps et publiquement l'ami du colonel Benavides; d'après le soldat Zarpate qui a exécuté Julia Elba et Celina, il l'a fait parce que le vice-ministre Zepeda lui a dit par radio de le faire "pour elles aussi".)

Février 1990

4 - "The Miami Herald" du 2 et "The Washington Post" du 4 révèlent qu'avant et après les assassinats deux réunions d'officiers salvadoriens de haut rang ont eu lieu (6).

8 - Les avocats de la défense déclarent qu'ils sont "très préoccupés des lenteurs du juge" dans les auditions des témoins. Il y a une liste de 200 personnes à interroger.

10 - María Julia Hernández, de Tutelle légale, déclare que le crime n'est pas une action du type de celles que mènent les escadrons de la mort, mais qu'il est une action décidée au sein des forces armées et "basée sur la faiblesse et la panique" des militaires devant l'offensive du FMLN.

11 - Quinze congressistes des Etats-Unis arrivent à San Salvador pour mener leur enquête. Dix d'entre eux font partie de la commission Moakley.

15 - Le président Cristiani déclare qu'"il n'existe pas d'évidences qui manifesteraient l'implication d'autres militaires dans les assassinats".

16 - L'ambassadeur des Etats-Unis William Walker déclare qu'il est "optimiste quant à l'aide militaire qui ne sera pas coupée".

22 - "The Washington Post" révèle que le colonel Benavides vit dans un appartement de luxe au siège de la police nationale et qu'il a été vu sur la plage d'un hôtel chic appartenant à l'armée. Six jours plus tard, le secrétaire d'Etat James Baker affirme que le gouvernement des Etats-Unis est "indigné" de cela et qu'il l'a fait savoir au gouvernement salvadorien.

(6) La première, le 15 novembre 1989, a duré de 19 H 30 à 20 H 30; 30 officiers y participaient, ainsi que des conseillers militaires nord-américains. Il est à peu près sûr qu'il n'a pas été question d'assassiner les jésuites; la décision a été prise parallèlement. La seconde réunion, le 16 novembre, a commencé à 8 H dans les locaux de la DNI communs avec la CIA; à la nouvelle de la mort des jésuites, les officiers présents ont "applaudi" et crié de joie" (NdT).

Mars 1990

3 - La défense demande que l'affaire soit transférée devant la justice de Santa Tecla étant donné que l'Université centro-américaine (UCA) relève de cette juridiction. Cela supposerait le retrait du dossier au juge Zamora et un retard de plusieurs mois dans l'enquête. La défense insistera en ce sens pendant plusieurs semaines, et même jusqu'en juillet.

7 - Des rumeurs insistantes courent à San Salvador sur l'assassinat du juge Zamora. Ce ne sont que des rumeurs.

20 - Soixante-quinze des deux cents témoins cités à comparaître ont déjà été interrogés. Il n'y a pas de nouveaux indices.

24 - Dans une interview à "The Washington Post", le président Cristiani émet des doutes sur la mise en jugement du colonel Benavides et il reconnaît que celui-ci vit dans une prison dorée. Il s'en dit déçu mais reconnaît que "*les forces armées ont leurs règles*".

Avril 1990

22 - Dans le programme télévisé de grande audience "Soixante minutes" de la télévision nord-américaine CBS, le colonel en retraite Sigfrido Ochoa Pérez - homme de terrain de grande expérience et à la trajectoire polémique dans l'armée et le parti de l'ARENA - fait les réponses suivantes au journaliste Ed Bradley:

- Est-il concevable que le colonel Benavides ait de lui-même décidé d'assassiner les jésuites?
- Non, je ne le pense pas. Comme je le connais c'est un homme qui ne pourrait nullement mener à bien - ni non plus concevoir - une opération comme celle de l'assassinat des jésuites. Benavides a agi sur ordre. Il n'a pas agi seul.
- Des membres de l'armée ont déclaré que Benavides avait mal compris l'ordre et qu'il avait peut-être lâché sous la pression. Est-ce possible?
- Non, absolument pas. Je crois que tout a été planifié avant.
- Vous avez dit que vous ne croyez pas que le colonel Benavides ait agi seul. Exact?
- Exact.
- Il a reçu l'aide d'officiers plus gradés de l'armée salvadorienne?
- Exact.
- Et ils ont planifié l'assassinat des jésuites?
- Je crois que oui.

Ces déclarations ont déclenché un tollé en El Salvador (la presse et les chaînes de télévision nationale les reproduisent) et sont un tournant dans l'enquête en cours.

25 - Le journal nord-américain "The Boston Globe" révèle que les militaires inculpés - à l'exception de Benavides - ont été entraînés ou bien aux Etats-Unis (pour quatre d'entre eux) ou bien par des conseillers militaires nord-américains en El Salvador (pour les quatre autres). (Le Pentagone refusera au comité d'avocats qui suit l'affaire des jésuites aux Etats-Unis toute donnée sur ces conseillers militaires.) (On apprendra plus tard que les soldats du bataillon Atlacatl inculpés étaient en train de suivre avec d'autres un cours donné par des conseillers nord-américains à La Libertad depuis le 10 novembre, quand ils ont reçu l'ordre de se rendre à San Salvador le 13 novembre. Leur première mission, deux heures après leur arrivée dans la capitale, a été de perquisitionner l'Université centro-américaine (UCA). Leur seconde mission a été l'assassinat. Quelques heures après, le commando a été transféré dans un autre endroit de San Salvador. Celui qui a signé l'ordre de se rendre à San Salvador a été le colonel Cerna Flores. Et les conseillers militaires qui étaient en train de les entraîner ont été les "bérets verts" cernés plus tard dans l'hôtel Sheraton au moment de l'offensive du FMLN dans ce secteur de la capitale.)

On apprend les noms, jusqu'alors secrets, des cinq militaires et des deux civils qui ont constitué la commission d'honneur créée le 5 janvier pour "*déterminer les responsabilités dans l'affaire et faire toute la vérité*". (Jusqu'à présent les démarches faites par cette commission et les informations recueillies restent un mystère.)

30 - Après quatre mois d'investigation, le rapport Moakley est rendu public à Washington. C'est pour l'heure la meilleure compilation des indices et preuves sur l'affaire. Le rapport Moakley sera inclus par le juge dans le dossier.

Le président Cristiani regrette que ce rapport se base "sur des spéculations", ce qui "fait obstacle à l'instruction judiciaire". L'ambassadeur nord-américain William Walker déclare qu'il est préoccupé par la lenteur de l'enquête et dit au juge Zamora qu'"il doit faire plus".

Mai 1990

2 - L'armée publie un communiqué pour rejeter "solennellement et catégoriquement" les déclarations faites à la télévision nord-américaine par le colonel Ochoa Pérez, ce dernier qualifié de "victime de préjugés et irresponsable".

Le secrétaire d'Etat James Baker affirme devant la commission des attributions du Sénat nord-américain que l'aide à El Salvador sera dépendante de l'évolution de l'affaire des jésuites. "Cette affaire est devenue déterminante dans l'histoire d'El Salvador", déclare-t-il.

4 - L'ambassadeur nord-américain William Walker déclare au comité d'avocats qui suit l'affaire aux Etats-Unis que le juge salvadorien "ne fait rien".

5 - Le juge Zamora fait savoir qu'il a demandé pour enquête le livre des entrées et sorties de l'Ecole militaire dans lequel sont consignés tous les mouvements de l'Ecole, mais qu'on lui a répondu que le livre était perdu.

7 - Dans une interview à la presse, le colonel Zepeda explique que le juge "ne dispose d'aucun élément susceptible de me valoir une comparution pour déposition". (Le congressiste Moakley révélera qu'au cours de sa conversation avec le vice-ministre Zepeda, celui-ci lui a déclaré que "ce serait une erreur de déclarer tous les apôtres coupables des actions de Judas". En avril 1989 le colonel Zepeda avait accusé l'UCA d'être l'endroit où s'était tramé l'assassinat du contrôleur général Garcia Alvarado, tué dans un attentat.)

8 - Dans des déclarations à "La Jornada" de Mexico, Mgr Rosa Chávez déclare: "La Compagnie de Jésus et nous-mêmes avons soutenu que nous ne croyons pas qu'une opération aussi barbare ait été simplement le fruit d'une décision du colonel Benavides. Aujourd'hui, la même opinion vient de quelqu'un qui connaît l'armée à fond, le colonel Ochoa."

9 - S'adressant à des journalistes au Costa Rica (où il assiste à l'investiture du président Calderón), le président Cristiani dément que les livres des entrées et sorties de l'Ecole militaire aient été perdus. De retour en El Salvador, il donne l'ordre de les localiser dans les plus brefs délais.

10 - Le colonel Elena Fuentes, commandant de la 1ère brigade d'infanterie, dénonce "la manipulation de l'affaire que cherchent à en faire les politiciens de gauche dans le pays et à l'étranger afin de discréditer l'armée".

16 - Le provincial des jésuites exprime à la télévision salvadorienne sa crainte de voir la justice rendue responsable de ses difficultés à faire la lumière. "A mon avis, ce n'est pas elle la responsable. Certes, à l'évidence, elle a beaucoup de faiblesses. Mais le problème principal vient des groupes qui sont plus forts que la justice et qui se refusent à fournir des informations."

19 - Le colonel Ochoa réaffirme dans une déposition écrite devant le juge qu'il croit que le colonel Benavides obéissait à des ordres. Voilà comment il décrit la marche à suivre dans ce genre d'opérations: "Pour exécuter un ordre il faut d'abord disposer de l'information nécessaire; puis la situation est étudiée avec un groupe de conseillers; un plan d'action est élaboré pour être présenté aux supérieurs hiérarchiques; la décision est prise par ces derniers et devient alors opérationnelle. L'ordre est exécuté par une unité militaire aux moyens adaptés." Le colonel Ochoa explique que ce crime a été une "opération planifiée".

21 - Le provincial des jésuites déclare qu' *"il y a conspiration au plus haut niveau pour empêcher l'éclaircissement de l'affaire"*.

A la veille de la discussion de la Chambre des représentants des Etats-Unis sur l'aide militaire à El Salvador, la commission de contrôle de l'armement et de la politique extérieure du Congrès publie un rapport dans lequel est présenté le "profil" des membres du haut commandement de l'armée salvadorienne. Le rapport conclut que quatorze des quinze officiers occupant les plus hautes charges ont été promus en dépit du fait que les troupes dont ils ont assuré le commandement ont un passé établi de violations des droits de l'homme. Onze officiers sur quatorze ont suivi l'entraînement dispensé par des conseillers militaires nord-américains.

23 - Le président Cristiani fait savoir que le livre des entrées et sorties de l'Ecole militaire qui avait disparu a été retrouvé, et qu'il va le faire remettre demain au juge.

24 - Le juge Zamora fait savoir qu'il a été porté à sa connaissance que le lieutenant Mendoza, l'un des inculpés, a brûlé le livre des entrées et sorties sur ordre du commandant Camilo Hernández. Le président Cristiani déclare que le lieutenant-colonel Camilo Hernández - promu de commandant à ce grade après les assassinats - avait certainement détourné les livres des entrées et sorties *"mais pour les garder en lieu sûr"*.

Dans la seule interview donnée depuis son arrestation (sans date précise), le colonel Benavides dit: *"Les assassinats ont été une surprise pour moi car je savais que le Père Ellacuría tenait des propos favorables au président Cristiani."*

Juin 1990

1 - L'un des membres de la Commission d'honneur, le colonel Eguizábal, comparaît devant le juge. Il déclare que cette commission ne s'est livrée à aucune enquête mais qu'elle a seulement exhorté un groupe de militaires à dire la vérité; elle n'a interrogé personne.

6 - Dans une déposition de trois heures, le lieutenant Mendoza - l'un des inculpés - affirme avoir brûlé soixante-dix livres des entrées et sorties de l'Ecole militaire sur ordre du lieutenant-colonel Camilo Hernández. Il explique que c'est une démarche "routinière" depuis qu'en 1987 ont été installés des ordinateurs.

Le lieutenant-colonel Linares, qui commandait le bataillon Atlacatl durant l'offensive du FMLN et la nuit du crime, est démis de sa charge et placé à la tête de la région militaire du Morazán. En quittant ses troupes il leur déclare: *"Vous devez vous rappeler qu'en face de nous il y a le combattant terroriste et que derrière le combattant il y a des gens intelligents qui pratiquent la calomnie et tendent des pièges pour gagner du terrain."* (Le lieutenant-colonel Linares a comparu devant la justice comme l'un des trois responsables du massacre de soixante-dix paysans à Las Hojas en février 1983.)

15 - Le lieutenant-colonel Camilo Hernández comparaît devant le juge Zamora; il nie avoir donné l'ordre d'incinérer les livres des entrées et sorties de l'Ecole militaire.

26 - Le provincial des jésuites déclare à la télévision salvadorienne que des pressions sont exercées pour bloquer l'instruction dans sa recherche des instigateurs: *"Un certain nombre de contradictions donnent à croire que l'affaire en restera aux neuf brebis galeuses."*

27 - Le colonel Avilés, mentionné par le major nord-américain Buckland comme celui qui lui avait parlé de l'implication du colonel Benavides, dément devant les juges les déclarations du Nord-Américain en janvier et nie être son ami. *"J'aimerais lire dans une boule de cristal les raisons pour lesquelles ce major a fait ces déclarations. Je préfère penser que la guerre l'a rendu un peu fou"*, déclare-t-il au juge.

29 - Un de ceux qui suivent l'affaire affirme que la déclaration du colonel Avilés complique les choses: *"Aujourd'hui il y a 10% de chances que les accusés passent en jugement et 0% qu'ils soient condamnés."*

Juillet 1990

4 - L'ambassadeur des Etats-Unis William Walker se dit "préoccupé" parce que l'instruction "va très lentement".

11 - Le colonel Benavides dépose devant le juge pendant six heures. Il réaffirme son innocence. Il dit qu'il n'a pas donné l'ordre de perquisition de l'UCA le 13 novembre ni celui d'exécuter les jésuites le 15. Il affirme que l'ordre de perquisition est venu de l'état-major, lequel est resté en contact permanent avec le réseau radio de l'Ecole militaire.

Le sous-secrétaire d'Etat nord-américain Bernard Aronson déclare, au cours de sa visite à El Salvador, que les Etats-Unis ne seront satisfaits qu'avec "une enquête approfondie" et "un jugement impartial". (Le 31 juillet, "Village Voice" de New-York écrit qu'Aronson s'est rendu en El Salvador pour "sonner" le haut-commandement de livrer les instigateurs du crime.)

12 - Dans une conférence de presse, le président Cristiani admet pour la première fois que la perquisition à l'UCA le 13 novembre a été ordonnée par le colonel Ponce, chef d'état-major, et que lui-même, le président, l'avait autorisée. Il justifie la perquisition par le fait qu'auparavant des armes et des uniformes avaient été trouvés à l'université.

14 - Le provincial des jésuites déclare à la presse salvadorienne croire que le colonel Ponce et le président Cristiani ont été "trompés par leurs militaires". Il se base pour cela sur le fait que le colonel Ponce a affirmé avoir autorisé la perquisition à 20 H 50, alors qu'elle a eu lieu à 18 H 30. Il explique que les militaires ont bien demandé l'autorisation de perquisitionner, mais seulement après l'avoir exécutée (cf. note 1). Sur la prétendue découverte d'armes à l'université il manifeste son étonnement: "J'ai eu des conversations avec le colonel Ponce et avec le président Cristiani; ils ne m'ont jamais parlé de ces armes." Il suppose que cela aussi "fait partie de la tromperie générale organisée par certains militaires".

17 - Le président Cristiani regrette les affirmations du provincial selon lesquelles lui-même et le colonel Ponce ont été trompés. "De telles spéculations ne sont aucunement constructives", dit-il, et il répète que la perquisition du 13 novembre a été faite pour vérifier si le FMLN se déplaçait à travers l'UCA.

22 - Mgr Rivera affirme dans son homélie dominicale que l'affaire des jésuites "n'est pas une affaire de plus, elle est l'affaire clé", et que "la crédibilité du gouvernement et des forces armées dépend de son règlement".

27 - Le lieutenant-colonel Camilo Hernández dépose à nouveau devant le juge sur l'incinération des livres des entrées et sorties de l'Ecole militaire. Son avocat déclare que ce n'est pas un acte délictueux "étant donné qu'il n'y avait pas d'informations importantes dans ces livres".

Août 1990

6 - Dans des déclarations à la télévision salvadorienne, le provincial des jésuites constate: "A ce jour le résultat le plus significatif de l'enquête judiciaire en cours, c'est la démonstration que la majorité des membres des forces armées ne veulent pas collaborer."

7 - Une délégation de huit membres du Congrès nord-américain de la commission Moakley arrive à San Salvador.

9 - Le juge Zamora fait savoir que le gouvernement des Etats-Unis n'autorise pas le major Buckland - appelé par lui à déposer - à revenir en El Salvador. Le gouvernement nord-américain allègue l'immunité diplomatique qui couvre les conseillers militaires travaillant dans ses ambassades.

11 - La Compagnie de Jésus pour l'Amérique centrale dénonce le fait que plusieurs organismes du gouvernement nord-américain disposent de documents sur l'affaire, et qu'ils refusent de les porter à la connaissance des avocats représentant les jésuites aux Etats-Unis. Il est question de vingt et un documents en possession du département de renseignement du Pentagone (DIA) que celui-ci refuse de communiquer "pour raisons de sécurité nationale". Le porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis en El Salvador nie l'affirmation des jésuites et ajoute que son gouvernement "communique toute l'information dont il peut disposer sur cette affaire".

15 - Le député Joe Moakley fait à Washington une première déclaration sur la dernière visite de la commission en El Salvador: "Je crois que le haut commandement de la Force armée salvadorienne est impliqué dans une conspiration destinée à faire obstacle à la justice dans l'affaire des jésuites. Des officiers salvadoriens ont caché des preuves, détruit des preuves et falsifié des preuves; ils ont à plusieurs reprises commis des parjures dans leurs déclarations au juge. Je ne pense pas que cela puisse se produire sans le consentement au moins tacite du haut commandement. Plus important encore, je crois que le haut commandement a eu pour objectif, dès le début, de contrôler l'enquête et de limiter le nombre et le grade des officiers qui ont pris la responsabilité de ce crime collectif. Il en est résulté que quelques individus ayant pu avoir une connaissance directe de l'assassinat ont été protégés d'une enquête approfondie." En annexe de ses déclarations, la commission Moakley relève quelques-unes des nombreuses contradictions que contiennent les dépositions des militaires et conclut: "De nombreux militaires ont adopté une attitude du style "Watergate" dans leurs déclarations au juge d'instruction, en affirmant pour l'essentiel qu'ils ne se rappellent pas avoir vu, entendu ou su quoi que ce soit de ce qui est arrivé dans la nuit du crime."

20 - Le président Cristiani, le ministre de la défense, son vice-ministre, le vice-ministre de la sécurité et le chef d'état-major se sont réunis quatre heures durant avec le juge Zamora pour lui exprimer leur "totale disposition" à collaborer pour que le procès soit "totalement transparent". Des observateurs salvadoriens rapprochent cette "disposition" des prochains débats du Sénat nord-américain sur l'aide militaire à El Salvador, étant donné que le vote final risque d'être affecté par les conclusions du rapport Moakley.

Septembre 1990

7 - Le président Cristiani, renonçant au privilège de faire sa déposition par écrit, comparait devant le juge pour être interrogé. Sur la réunion des militaires le soir du 15 novembre, il déclare y être arrivé alors qu'elle venait de se terminer et avoir autorisé l'usage de l'artillerie et l'aviation pour déloger le FMLN de ses positions dans la capitale.

10 - Le commandant Chávez Cáceres, chef du comité de presse des forces armées, comparait devant le juge. Il donne des éléments sur ceux qui dirigeaient le relais national des radios qui a fonctionné pendant l'offensive du FMLN. Il nie toute responsabilité dans la campagne contre l'Université centro-américaine (UCA) qui a été déclenchée sur les radios dans les jours qui ont précédé le crime. (A l'exemple du président Cristiani, des officiers du haut-commandement renoncent à leur privilège de déposition par écrit et commencent à comparaître devant le juge.)

19 - Le colonel Zepeda comparait devant le juge. Il affirme que le colonel Benavides "a la responsabilité" des assassinats "parce qu'il était le commandant du secteur où ils ont été commis", et que ces jours-là le colonel Benavides recevait ses ordres de l'état-major, en l'occurrence le colonel Cerna Flores et le colonel Ponce.

25 - Le colonel Cerna Flores comparait devant le juge. Il affirme qu'il n'était "qu'un simple transmetteur des ordres du chef d'état-major", c'est-à-dire du colonel Ponce.

27 - Le colonel Linares, commandant le bataillon Atlacatl pendant l'offensive du FMLN, comparait devant le juge. Il déclare que l'unité de commando qui a effectué le crime n'était pas sous ses ordres mais sous ceux du colonel Ponce.

Octobre 1990

2 - Le major Buckland comparait devant le juge après avoir été finalement autorisé par le gouvernement des Etats-Unis à déposer dans le procès. Il maintient tout ce qu'il a déclaré les 2 et 3 janvier et dément les déclarations du colonel Avilés du 27 juin. Le major Buckland s'est refusé à répondre à d'autres questions des avocats de la défense des inculpés, en expliquant qu'il n'y répondrait que lorsqu'il aurait un pied dans l'avion le ramenant dans son pays.

19 - Les avocats de la défense du colonel Benavides et des huit autres inculpés déclarent que l'affaire a été suffisamment analysée et que ses conclusions vont dans le sens de ce qui a été la position de la défense depuis le début: *"Du point de vue technique et juridique, quant aux preuves, il n'y a jusqu'à présent aucune évidence concrète à l'encontre des inculpés. Ce qui signifie que les personnes en détention sont innocentes, y compris le colonel Benavides."*

19 - Le Sénat nord-américain vote par 74 voix contre 25 en faveur d'une diminution de 50% de l'aide militaire à El Salvador pour 1991, celle-ci étant ramenée à 42,5 millions de dollars. La condition du maintien de cette aide et de sa non suppression totale est que l'affaire des jésuites soit éclaircie. En juin, la Chambre des représentants avait voté par 308 voix contre 117 en faveur d'une diminution de 50% de l'aide militaire. (En dix années de guerre, les Etats-Unis ont envoyé à El Salvador 15 milliards de dollars au titre d'aide militaire et économique. Mais des membres du Congrès des Etats-Unis ont démontré à plusieurs reprises que les trois-quarts du total de l'aide vont directement ou indirectement à la guerre.)

21 - Dans son homélie dominicale, Mgr Rosa Chávez dit que la décision du Sénat nord-américain a été motivée par l'assassinat des jésuites qui *"a réveillé la conscience"* des Etats-Unis sur la nécessité de changements profonds dans les forces armées salvadoriennes.

27 - A l'occasion des célébrations en Espagne du 5ème centenaire de la naissance de saint Ignace de Loyola, le Père Peter-Hans Kolvenbach, supérieur général des jésuites, déclare dans une interview à la presse: *"Toute cette insistance à obtenir un jugement juste des auteurs du crime n'a pas d'autre but que de garantir enfin les droits de l'homme en El Salvador car des milliers de citoyens innocents ont été exécutés dans ce pays sans qu'aucun procès s'ensuive."*

PRINCIPAUX NOMS CITÉS DANS LA CHRONOLOGIE

Autorités civiles

Président Cristiani - Vice-président Merino
Mauricio Sandoval, ministre de l'information
Juge Zamora, chargé de l'enquête judiciaire sur le massacre de l'université

Autorités ecclésiastiques

Mgr Rivera, archevêque de San Salvador - Mgr Rosa Chávez, évêque auxiliaire de San Salvador
P. Tojeira, provincial des jésuites d'Amérique centrale

Officiers supérieurs

Colonel Larios, ministre de la défense - Col. Zepeda, vice-ministre de la défense -
Col. Montano, vice-ministre de la sécurité - Col. Ponce, chef d'état-major aujourd'hui ministre
de la défense - Col. Cerna Flores, chef des opérations à l'état-major général des armées lors de
l'offensive du FMLN de novembre 1989 - Col. Benavides, directeur de l'École militaire (démis le 1/12/89)
Col. Guzman Aguilar, chef de la Direction nationale du renseignement (DNI) aujourd'hui attaché
militaire à l'ambassade salvadorienne au Costa Rica) - Col. Elena Fuentes, commandant de la 1ère
brigade d'infanterie - Col. Avilés, auteur de la "confidence" au major Buckland
Colonel de réserve Ochoa Pérez, célèbre baroudeur - Lieutenant-colonel Linares, commandant le
bataillon Atlacatl lors de l'offensive du FMLN de novembre 1989
Lieutenant-colonel Rivas Mejia, chef de l'Unité spéciale d'investigation (UEI) sur l'affaire des
Commandant Hernández, Ecole militaire (promu lieutenant-colonel) jésuites

Autorités nord-américaines

William Walkern ambassadeur à San Salvador - Major Buckland, attaché militaire

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 350 F - Etranger 410 F - Avion 480 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441